

RHÔNE-ALPES

Industrie

www.insee.fr/rhone-alpes

N° 184 - décembre 2012

Dans un contexte général de réduction d'emplois, de profondes transformations organisationnelles et techniques, de réallocation des activités à l'échelle internationale, l'industrie rhônalpine résiste.

Elle compte 418 000 emplois et conserve une place déterminante dans l'économie régionale par son rôle moteur sur une partie des services et du commerce. Son offre d'emplois qualifiés s'est développée. Aux côtés des branches traditionnelles de la région comme la métallurgie, de nouvelles spécialisations sont apparues, notamment la pharmacie et l'électronique.

Ces spécificités et leurs ancrages territoriaux trouvent leurs origines dans l'histoire économique de Rhône-Alpes.

Antonio Sedenò
Alain Dupré

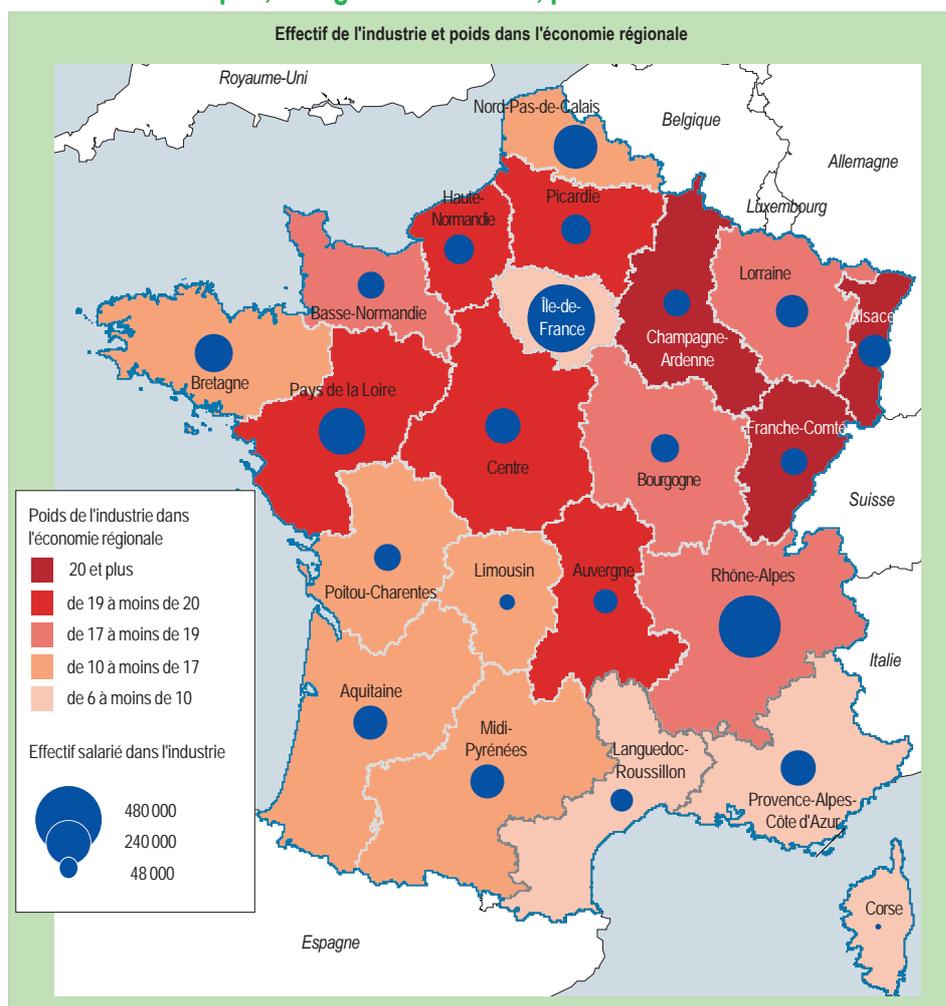
Ce numéro de La Lettre-Analyses est téléchargeable à partir du site Internet www.insee.fr/rhone-alpes, à la rubrique « Publications ».

L'industrie rhônalpine, entre désindustrialisation et mutations industrielles

En 2010, avec plus de 418 000 emplois salariés (hors intérim) soit 12,7 % des effectifs de l'industrie française, la région Rhône-Alpes se présente comme la 2^e région industrielle, derrière l'Île-de-France (478 500 emplois) et loin devant les Pays de la Loire (247 500 emplois), 3^e région française. Si les effectifs des régions rhônalpine et francilienne sont plutôt proches, les profils des industries correspondantes sont en revanche

significativement différents. Rhône-Alpes se caractérise par une forte présence des métiers directement liés à la production concrète de biens (198 000 emplois contre 140 000 en Île-de-France). 44 % des effectifs industriels rhônalpins sont ainsi employés dans une fonction de fabrication, contre seulement 28 % en Île-de-France. La région capitale est, à l'inverse, davantage tournée vers les fonctions de conception-recherche et de gestion.

Rhône-Alpes, 2^e région industrielle, proche de l'Île-de-France



Source : Insee, CLAP 2010

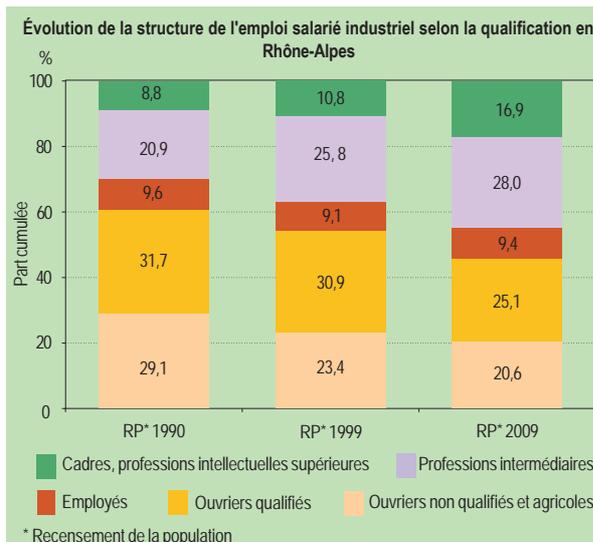
Cette étude a été présentée au cours du premier séminaire de l'Institut Confluences, qui s'est tenu à Lyon, le 8 novembre 2012. L'Institut Confluences, créé à l'initiative du Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER) Rhône-Alpes, réunit, autour du fait industriel et de sa dimension sociétale, le monde économique, l'enseignement supérieur et la recherche, ainsi que l'ensemble des acteurs de la société civile du territoire.

L'objectif du séminaire était de définir des pistes d'action, autour d'un constat partagé, pour conforter et développer l'industrie dans la région Rhône-Alpes.

L'industrie rhônalpine, une place importante en France

Une continuelle dégradation de l'emploi industriel

Doublement de la part des cadres au détriment des ouvriers

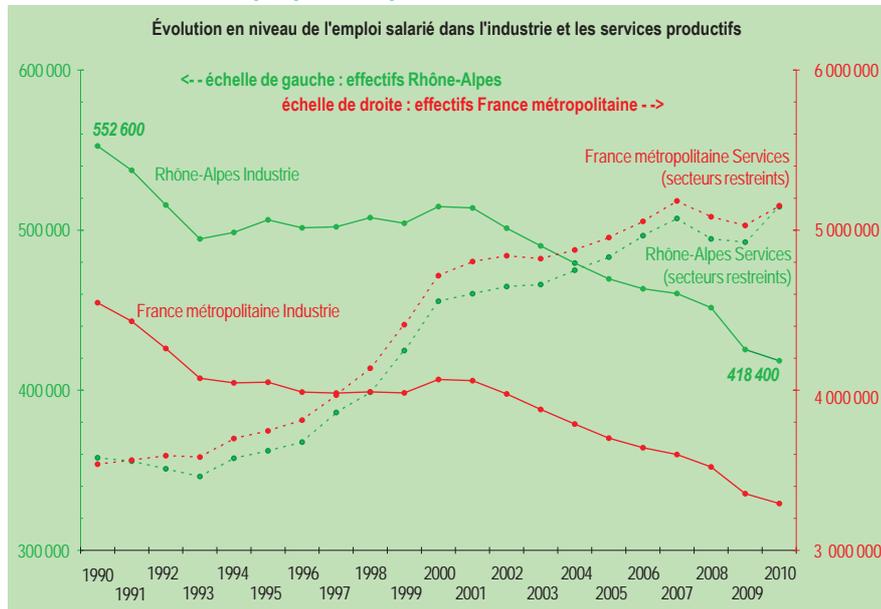


Source : Insee, Recensements de la population

La valeur ajoutée industrielle de la région Rhône-Alpes s'élève à près de 28 milliards d'euros et représente 12,9 % du total national. Il s'agit, derrière l'Île-de-France, de la plus forte contribution des régions françaises.

Le poids de l'industrie rhônalpine est important non seulement dans l'industrie nationale, mais aussi dans l'économie régionale, tous secteurs confondus : en 2010, le secteur industriel rhônalpin représente 18,5 % de l'emploi salarié régional, cette part étant supérieure à celle de la France de province¹ (16,8 %). En termes de part d'effectifs, toujours dans l'industrie, la région Rhône-Alpes se place en 12^e position, derrière d'autres régions traditionnellement plus ancrées dans ce secteur comme la Franche-Comté ou l'Alsace.

L'externalisation explique une part de la baisse des effectifs industriels



Entre 1990 et 2010, la région Rhône-Alpes a perdu un quart de son effectif industriel, passant de 552 600 à 418 400 emplois (- 24,3 %). Le phénomène de désindustrialisation a concerné l'ensemble de la France métropolitaine puisque, dans le même temps, l'industrie du pays perdait 1,25 million d'emplois (- 27,6 %). Cette baisse plus forte qu'en Rhône-Alpes s'explique par les lourdes pertes d'emplois enregistrées dans la région francilienne. Hors Île-de-France, les évolutions entre Rhône-Alpes et l'ensemble de la province sont du même ordre.

Parmi les régions de France métropolitaine, c'est donc bien l'Île-de-France qui a accusé les pertes d'emplois les plus lourdes (- 43,4 %). Les régions du Nord de la France enregistrent également des pertes conséquentes, autour d'un tiers des emplois industriels. À l'opposé, les Pays de la Loire et la Bretagne parviennent à contenir ces pertes grâce à la présence d'une importante industrie agro-alimentaire, moins sujette aux aléas de la conjoncture économique internationale.

Les pertes dans l'industrie ne correspondent pas toutes à des destructions effectives d'emplois. Ces dernières décennies, le phénomène d'externalisation a fait son œuvre et s'est traduit par le transfert d'activités, autrefois intégrées, vers le secteur des services. Ainsi, en 20 ans, les services productifs² gagnent 157 000 emplois dans la région (leur part dans l'emploi total passant de 17,5 % à 21,2 %) et 1,13 million d'emplois en France de province³ (de 14,9 % à 18,6 %). Au niveau national, l'externalisation explique environ 25 % des pertes d'emplois industriels sur la période 1980-2007 (cf. encadré page 6).

Les gains de productivité expliquent également une partie des pertes d'emplois industriels (environ 30 % sur les trente dernières années - cf. encadré). Plus importants que dans les

¹ On choisit de comparer Rhône-Alpes à la France de province en raison du poids de l'Île-de-France où la part de l'industrie est particulièrement faible (8,7 %).

² Les cinq secteurs retenus sont : les transports et l'entreposage (sect. H), l'information et la communication (sect. J), les activités immobilières (sect. L), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (sect. M) et les activités de services administratifs et de soutien (sect. N). Ces secteurs ont en commun des liens d'interdépendance plus ou moins marqués vis-à-vis du secteur industriel.

³ On choisit de comparer Rhône-Alpes à la France de province en raison du poids important de l'Île-de-France en matière de services productifs (leur part passant de 24,5 % à 31,1 % sur la période).

Un rôle moteur pour les services

services, ils sont le résultat d'une utilisation plus intensive des machines et des techniques, toujours plus modernes, combinée à l'élévation du niveau de qualification.

Ainsi, dans l'industrie rhônalpine, le nombre d'emplois ouvriers chute de 43 % entre 1990 et 2009. La baisse touche plus sévèrement les personnels non qualifiés qui représentent désormais 45,7 % de l'emploi industriel contre 60,8 % en 1990.

Moins d'ouvriers, plus de cadres

À l'inverse, le nombre de cadres et de professions intellectuelles supérieures connaît une évolution favorable ; ceux-ci sont passés de 49 500 en 1990 à 71 700 en 2009, soit une augmentation de + 45,0 % contre + 11,3 % en France métropolitaine. Conjugué à la baisse des effectifs d'ouvriers et d'employés, le poids des cadres dans l'industrie a quasiment doublé en l'espace de 20 ans (16,9 % en 2009 contre 8,8 % en 1990).

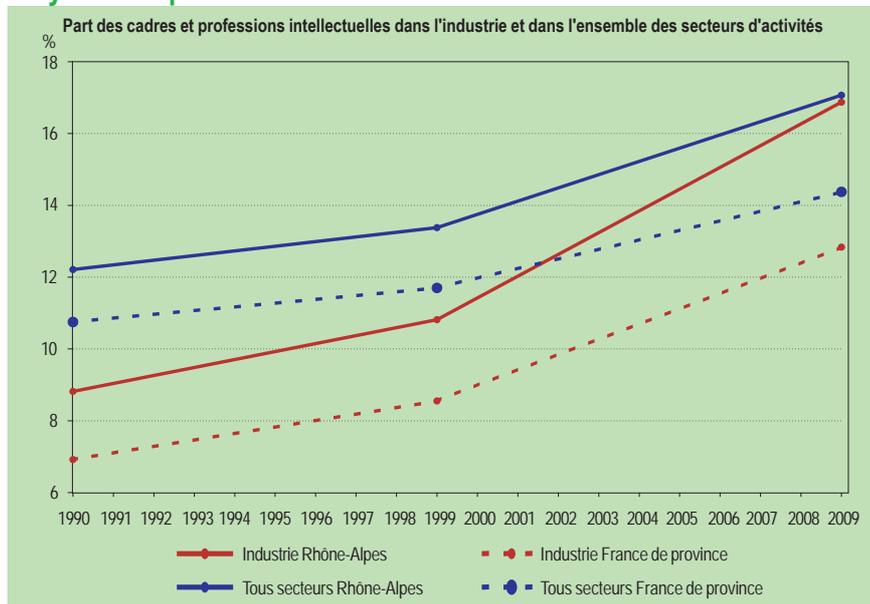
La montée des qualifications dans l'industrie s'inscrit dans un mouvement général qui touche tous les secteurs de l'économie. Cet essor a été plus important dans la région, aussi bien dans l'industrie que dans les autres secteurs.

Représentant un emploi industriel rhônalpin sur cinq en 2010, les secteurs de la métallurgie⁴ et du textile contribuent pour moitié à la perte totale des emplois industriels subie en 20 ans.

Très présente dans les zones d'emploi de Lyon, de Saint-Étienne et de la Vallée de l'Arve, la métallurgie perd au total 26 000 emplois, soit près de 30 % de son niveau de 1990. Avec 65 000 salariés, elle demeure toutefois le premier secteur industriel employeur de Rhône-Alpes (15,5 %). Deuxième par son

⁴ La métallurgie regroupe la sidérurgie, la fonderie, le travail des métaux à l'exclusion de la fabrication des machines et équipements.

La qualification progresse davantage en Rhône-Alpes que pour la moyenne de province



Source : Insee, Recensements de la population

La baisse de l'emploi industriel en Rhône-Alpes est du même ordre qu'en France de province

	Salariés au 31.12.2010	Évolution sur la période 1990-2010 en %	Part de l'emploi salarié industriel dans la région en %
Île-de-France	478 500	- 43,4	8,7
Rhône-Alpes	418 500	- 24,3	18,5
Pays de la Loire	247 500	- 9,4	19,7
Nord-Pas-de-Calais	216 000	- 34,1	16,3
Bretagne	175 500	- 0,5	16,8
...
Alsace	136 000	- 27,9	20,7
Haute-Normandie	121 500	- 30,5	19,9
Picardie	112 500	- 36,0	19,9
Franche-Comté	92 000	- 29,7	25,0
Champagne-Ardenne	87 500	- 35,7	20,1
France de province	2 814 000	- 24,0	16,8
France métropolitaine	3 292 500	- 27,6	14,8

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées, CLAP 2010

poids dans l'industrie régionale en 1990 (60 000 emplois), le textile est le secteur qui a connu les plus lourdes pertes ; 40 000 emplois y ont disparu en vingt ans. Cela tient en particulier à son exposition à la concurrence des pays à faibles coûts salariaux. Pour faire face à ces difficultés, il a dû se tourner vers l'innovation. De nouvelles activités liées aux textiles techniques ont ainsi été développées, et trouvent des applications dans diverses filières telles que l'aéronautique, l'automobile ou encore le sport (pièces d'avions, airbags, vêtements conçus pour la montagne ...).

Aujourd'hui, Rhône-Alpes est la première région textile de France. Elle est davantage spécialisée dans ce secteur qu'elle ne l'était en 1990, malgré la perte des deux tiers de ses emplois. Cette situation paradoxale résulte d'une baisse moindre en Rhône-Alpes que dans d'autres régions historiquement tournées vers cette activité. C'est le cas du Nord-Pas-de-Calais, dont le niveau d'emplois était en 1990 équivalent à celui du textile rhônalpin, et dont les effectifs ont fondu de près de 52 000 emplois.

Les secteurs de la fabrication d'équipements électriques et de machines et équipements conservent leur spécificité et restent des marqueurs de l'identité industrielle de la région. Pour autant, leurs comportements ont été différents : entre 1990 et 2010, l'emploi se replie de plus de 30 % dans la fabrication de machines et équipements, comme au niveau national. Dans la fabrication d'équipements électriques, le recul n'est que de 5,4 % en Rhône-Alpes contre 30,1 % pour la France métropolitaine.

En 20 ans, le paysage industriel rhônalpin s'est

Les spécificités régionales s'inscrivent dans les territoires



De nouvelles spécialisations : la pharmacie et l'électronique

modifié avec l'importance relative croissante des secteurs de la pharmacie et de l'électronique. Grâce à 3 700 emplois supplémentaires, l'industrie pharmaceutique, dans la moyenne en 1990, est devenue une spécialité rhônalpine : elle compte, en 2010, 14 400 emplois. Autre domaine d'activité de plus en plus caractéristique de l'industrie régionale, celui de l'électronique et de l'informatique représente, en 2010, 19 000 emplois. Au cours des deux dernières décennies, ce secteur enregistre dans la région des pertes plus faibles qu'en France métropolitaine (- 10,0 % contre - 33,3 %).

Une région aux exportations très diversifiées

Placée entre l'Île-de-France et Midi-Pyrénées, la région Rhône-Alpes se caractérise, du point de vue des exportations, non seulement par le haut niveau de celles-ci (47,8 milliards d'euros en 2011) mais aussi par la grande diversité des produits exportés.

Rhône-Alpes est présente dans tous les principaux secteurs exportateurs hormis

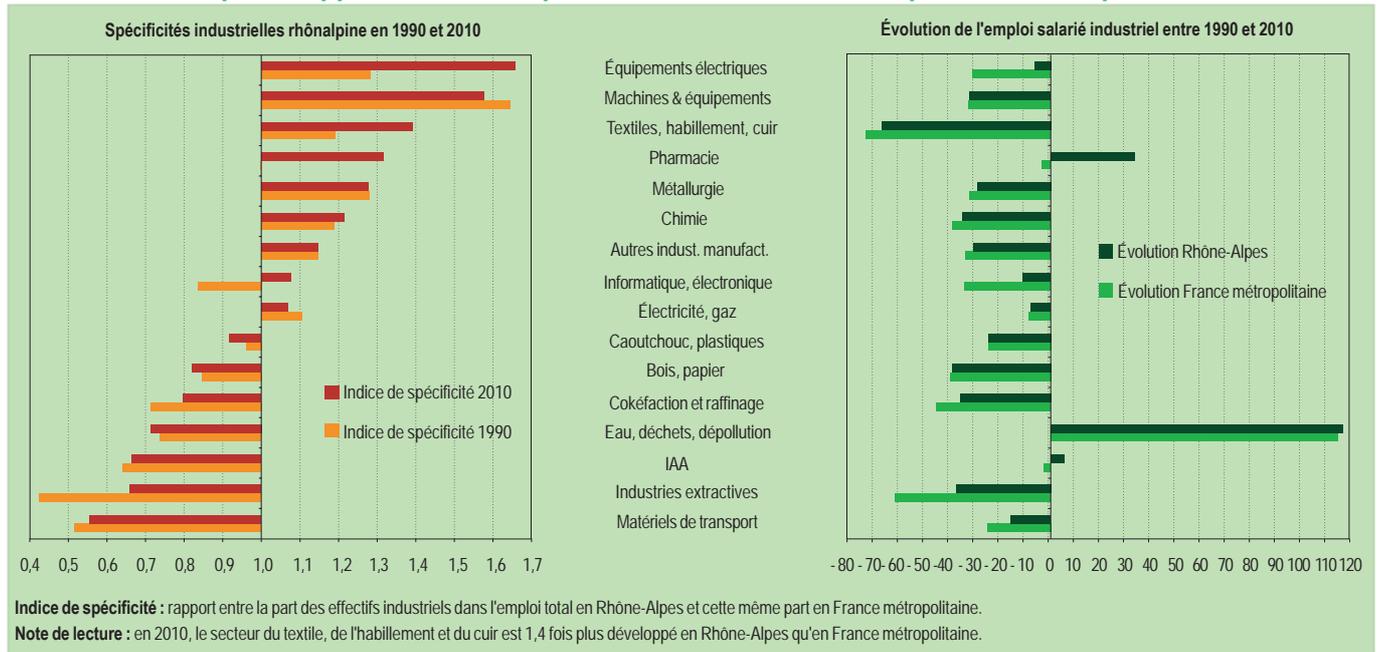
⁵ Le secteur de l'aéronautique qui représente à lui seul 10 % des exportations industrielles nationales n'est pas représenté en Rhône-Alpes. Mais, en réalité, la filière est présente sur le territoire au travers des sous-traitants produisant diverses pièces constitutives de l'Airbus et autres aéronefs (ex : SKF Aerospace France à Saint-Vallier).

l'aéronautique⁵ : l'automobile, la chimie de base, la pharmacie et les machines et équipements. Ces exportations rhônalpines s'appuient sur de grands groupes : la construction de poids lourds avec Renault Trucks, la fabrication de machines et d'équipements avec le fabricant de roulements à billes NTN-SNR à Annecy, les chimistes SNF SAS et Bluestar Silicones SAS. Par ailleurs, avec la présence de Sanofi Pasteur et de Merial, l'industrie pharmaceutique de la région compte également quelques grands établissements pour lesquels une part importante de l'activité est tournée vers l'exportation.

Parmi les secteurs moins importants au niveau national, la région se distingue principalement sur les secteurs de la chimie fine et du matériel électrique. Bayer SAS et Somfy SAS constituent les principaux exportateurs régionaux de ce type de produits.

D'autres ventes à l'étranger correspondent à des "niches" régionales : les composants électroniques (42 % des exportations nationales proviennent de la région), les métaux non ferreux (AREVA dans le Tricastin), les machines spécifiques (Stäubli à Faverges et Lyon), le textile surtout représenté par le textile technique, les articles de sport (Salomon SAS) et les produits en plastique (Toray Films).

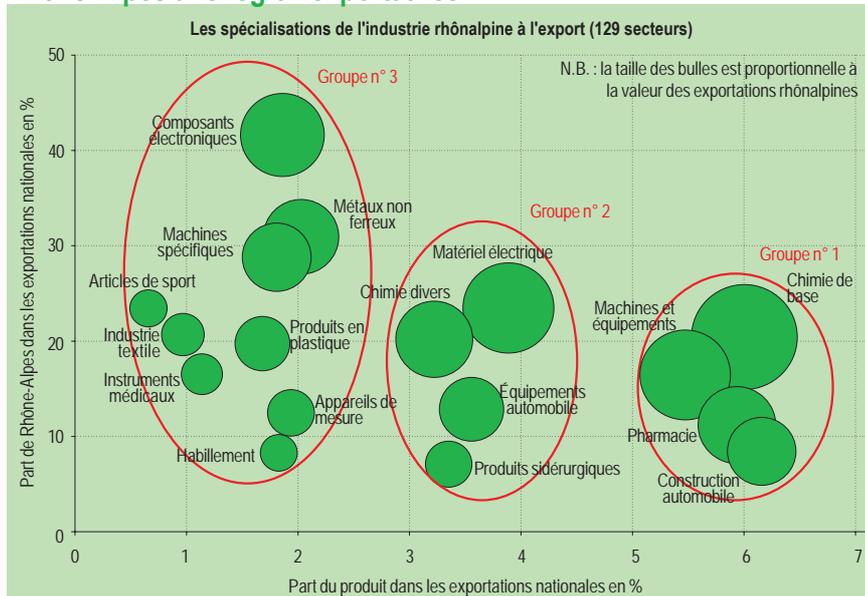
Grâce à 3 700 emplois supplémentaires, la pharmacie est devenue une spécialité rhônalpine



Au sein de la région, la présence industrielle varie sensiblement d'un territoire à l'autre. Les zones d'emploi du Chablais, du Mont Blanc ou de la Maurienne, plutôt orientées vers les activités de tourisme, affichent de faibles

niveaux d'emploi industriel, celui-ci étant généralement concentré sur quelques communes. À l'inverse, les zones d'emploi d'Oyonnax et de la Vallée de l'Arve, respectivement spécialisées dans la plasturgie et le décolletage, se distinguent, avec un peu plus de 10 000 emplois industriels pour chacune et une part de l'industrie dans l'emploi du territoire qui dépasse les 40 %. Ces deux zones d'emploi bénéficient chacune de la présence d'un pôle de compétitivité, "Plastipolis" et "Arve-Industries".

Rhône-Alpes une région exportatrice



Note de lecture :

La nomenclature de produit utilisée comporte 129 postes. Seuls les 17 principaux produits exportés par la région sont représentés. Ils constituent 80 % de l'ensemble des exportations régionales.

Ils se répartissent en 3 groupes selon leur importance dans les exportations nationales. Le groupe 1 représente les "poids lourds" des exportations françaises, seule l'aéronautique n'est pas représentée car son poids est trop faible en Rhône-Alpes. Le groupe 2 rassemble les produits moyennement représentés au niveau national. Le groupe 3 réunit des produits peu représentés, mais qui constituent cependant des "niches" pour Rhône-Alpes.

Les exportations rhônalpines dans la chimie de base (groupe 1) représentent 6 % des exportations nationales françaises et 20,4 % de l'ensemble de ces exportations proviennent de la région Rhône-Alpes. Ce secteur est donc important tant au niveau national que régional. Les composants électroniques (groupe 3) ont eux un poids relativement faible au niveau national mais 42 % proviennent de la région Rhône-Alpes.

Source : Douanes

En 2010, la zone d'emploi de Lyon compte 115 000 emplois industriels, concentrant ainsi plus d'un quart du total régional. La "Vallée de la chimie", les nombreux établissements de l'industrie pharmaceutique, ainsi que Renault Trucks, offrent à ce territoire une relative diversité sectorielle pour son industrie. Ces spécialités sont marquées par les trois pôles de compétitivité : "Axelera", "Lyon Biopôle" et "Lyon Urban Trucks & Bus".

Plus modeste en taille mais plus industrialisée que celle de Lyon, la zone d'emploi de Grenoble compte 57 000 emplois industriels. Elle affiche clairement sa spécialisation dans le secteur de l'électronique et de l'informatique par la présence de grands établissements tels ST-Ericsson, STMicroelectronics ou SOITEC basés à Grenoble et adhérents au pôle de compétitivité "Minalogic".

Les zones d'emploi situées autour de Lyon sont spécialisées dans d'autres activités industrielles. L'établissement Irisbus-Iveco, constructeur de véhicules de transport en commun, caractérise celle d'Annonay, tout comme l'équipementier automobile Plastic Omnium Composites caractérise la zone de Vienne-Roussillon.

Le textile reste important près de Bourgoin-

La diversité industrielle de la région s'exprime aussi dans ses territoires

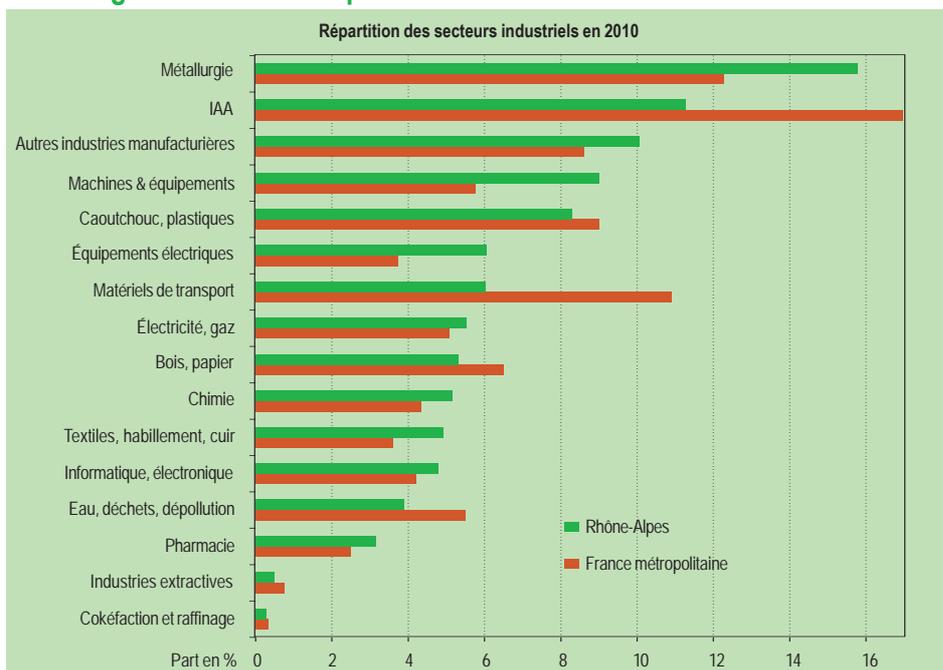
Jallieu, de Saint-Étienne et de Roanne, en particulier grâce au textile technique représenté par le pôle de compétitivité "Techtera". Dans les zones d'emploi de Saint-Étienne et de Roanne, la métallurgie et ses liens historiques avec l'industrie de l'armement s'ajoutent à la variété des secteurs industriels présents dans l'ouest lyonnais. Le pôle de compétitivité "Viaméca" soutient la branche

mécanique particulièrement bien implantée à Saint-Étienne. Le cuir et la maroquinerie de luxe restent une spécificité forte de la zone d'emploi de Romans-sur-Isère. Enfin, plus au sud, la production électrique avec les centrales nucléaires de Cruas et du Tricastin identifie la zone d'emploi de Montélimar. ■

Pour en savoir plus :

- "Le recul de l'emploi industriel en France entre 1980 et 2007 - Ampleur et principaux déterminants : un état des lieux", *Économie et Statistique* -438-440, Insee, Lilas Demmou, juin 2011.
- "La désindustrialisation en France", *Cahiers - Document de travail du Trésor* n° 2010-01, Lilas Demmou, juin 2010.
- "L'externalisation contribue à l'extension de la sphère productive au-delà de l'industrie", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses* - n°84, décembre 2007, A. Berthelot.

Métallurgie et IAA sont les poids lourds de l'industrie



Source : Insee, CLAP 2010

INSEE Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03
Tél. 04 78 63 28 15
Fax 04 78 63 25 25

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Thierry Geay

Pour vos demandes d'informations statistiques :

- site www.insee.fr
- n° 0 972 724 000 (lundi au vendredi de 9h à 17h)
- message à insee-contact@insee.fr

Imprimeur : Graphiscann

Dépôt légal n° 1004, décembre 2012

© INSEE 2012 - ISSN 1763-7775

Les principales causes du recul de l'emploi industriel

La désindustrialisation recouvre en réalité de profondes mutations du tissu industriel français. Au cours des trente dernières années, ces mutations se sont opérées essentiellement via trois canaux : l'externalisation croissante d'activités autrefois intégrées, les forts gains de productivité et la concurrence internationale.

1 / Dans une recherche toujours plus grande de compétitivité et d'efficacité par recentrage dans leur cœur de métier, les entreprises industrielles se sont progressivement libérées d'une large part des fonctions auxiliaires. Des activités diverses dans les services "opérationnels" telles que la sécurité ou le nettoyage mais aussi les services "intermédiaires ou supérieurs" avec la logistique, les soutiens juridiques, comptables ou informatiques sont aujourd'hui assurées par des entreprises de services, stimulant au passage la tertiarisation de l'économie française.

2 / Entre 1999 et 2009, la productivité a augmenté de 2,9 % par an en France dans l'industrie contre + 0,2 % dans les services. Outre l'effet sur l'évolution des prix relatifs des produits industriels par rapport aux services, ces forts gains de productivité réduisent également les besoins en main-d'œuvre.

3 / Enfin, dans un contexte d'ouverture croissante des marchés à la concurrence internationale, les pertes de parts de marché sur certains secteurs d'activité et les délocalisations débouchent sur une activité moindre et donc sur des pertes d'emplois massives.

D'après Lilas Demmou, auteur de l'étude "La désindustrialisation en France", le premier facteur expliquerait environ 25 % des diminutions d'emplois sur longue période, le deuxième facteur environ 30 % et le troisième, plus difficile à quantifier, a été estimé entre 13 % (à l'aide d'une approche comptable) et 40 % (à l'aide d'une approche économétrique). Dans ses calculs, le recours à l'intérim est intégré dans l'externalisation.